

District de: Québec  
No. division: 8  
No. cour: 705-11-009885-154  
No. dossier: 41-2259637

**FORMULAIRE 68****Avis de la faillite, de la première assemblée des créanciers**

(paragraphe 102(1) de la Loi)

et de la libération d'office imminente du failli  
(paragraphe 168.1(4) et article 168.2 de la Loi)Dans l'affaire de la faillite de Jean-Pierre Mercier  
Domicilié dans la ville de St-Roch de l'Achigan, province de Québec original       modifié

Avis est donné de ce qui suit :

1. Jean-Pierre Mercier a déposé une cession le 6<sup>ième</sup> jour de juin 2017, et le soussigné, Raymond Chabot Inc., a été nommé syndic de l'actif du failli par le séquestre officiel, sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.
2. La première assemblée des créanciers du failli sera tenue le 22<sup>ième</sup> jour de juin 2017, à 16:00, au bureau de Terrebonne, au 3115, boul. de la Pinière, bureau 300, Terrebonne, Québec, J6X 4P7.
3. Pour avoir le droit de voter à l'assemblée, chaque créancier doit déposer à l'intention du syndic avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.
4. Sont joints au présent avis un formulaire de preuve de réclamation, un formulaire de procuration et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 \$ ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.
5. Les créanciers doivent prouver leurs réclamations à l'égard de l'actif du failli pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.
6. Sont aussi joints au présent avis, conformément au paragraphe 102(3) de la Loi, les renseignements sur la situation financière du failli et sur l'obligation de celui-ci de faire des versements à l'actif aux termes de l'article 68 de la Loi.
7. En vertu de l'article 168.1 de la Loi, le failli sera libéré d'office le 7<sup>ième</sup> jour de mars 2019, à moins que le surintendant des faillites, le syndic de l'actif du failli ou un créancier du failli ne donne, avant cette date, un préavis de son opposition à la libération du failli.

Dans le cas d'un particulier qui fait faillite pour la première fois :

- à l'expiration du délai de 9 mois suivant la date de la faillite;
- à l'expiration du délai de 21 mois suivant la date de la faillite lorsque le failli est tenu de payer des montants à l'actif de la faillite en vertu de l'article 68 de la Loi.

Dans le cas d'un particulier qui fait faillite pour la deuxième fois :

- à l'expiration du délai de 24 mois suivant la date de la faillite;

- à l'expiration du délai de 36 mois suivant la date de la faillite lorsque le failli est tenu de payer des montants à l'actif de la faillite en vertu de l'article 68 de la Loi.
8. Tout créancier qui entend s'opposer à la libération du failli doit soumettre par écrit les motifs de son opposition au bureau de division du BSF, au syndic de l'actif du failli et au failli, avant le 7<sup>ième</sup> jour de mars 2019.
  9. Tout créancier qui s'oppose à la libération du failli doit payer des frais judiciaires.
  10. En cas d'opposition à la libération du failli, le syndic demandera sans délai au tribunal une convocation pour une audition de l'opposition de la façon prévue par la Loi, sous réserve de la médiation prévue à l'article 170.1 de la Loi.

Daté le 12<sup>ième</sup> jour de juin 2017, à Laval, Québec.

---

Raymond Chabot Inc.  
Syndic autorisé en insolvabilité

District de: Québec  
 No. division: 8  
 No. cour: 705-11-009885-154  
 No. dossier: 41-2259637

FORMULAIRE 79

**Bilan - Faillite non commerciale**

(paragraphe 49(2), alinéa 158d) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de Jean-Pierre Mercier  
 Domicilié dans la ville de St-Roch de l'Achigan, province de Québec

Originale

Modifiée

ACTIFS					
Genre d'actif	Description (Veuillez donner des détails)	Valeur estimée en dollars	Biens exemptés	Montant garanti / privilège	Valeur estimée nette en dollars
1. Espèces en main		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
2. Ameublement	Meubles (valeur inférieure à 7,000 \$)	\$1.00	<input checked="" type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
3. Effets personnels		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
4. Valeur de rachat assurance-vie, REER, etc.	Régime enregistré d'épargne-études (REEÉ) - Desjardins Valeur selon le débiteur	\$12,645.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$12,645.00
5. Valeurs mobilières		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
6. Immeubles - Maison	100 % de la résidence sise au 30, rue Des Champs à St-Roch De l'Achigan Selon évaluation municipale - Débiteur désire conserver - Désistement en faveur du créancier garanti (Grevé)	\$442,000.00	<input type="checkbox"/>	\$363,600.00	\$0.00
	45% d'un triplex sis au 1001-1005, rue Rodrigue à Terrebonne Selon évaluation municipale (valeur dépréciée) - Mise en vente par les co-proprétaires (Grevé)	\$530,000.00	<input type="checkbox"/>	\$302,000.00	\$55,502.00
Immeubles - Chalet	50 % du chalet sis au 1182, chemin du Domaine à Notre-Dame-de-la-Merci Demie indivise - Évaluation municipale dépréciée - Montant compensatoire - Désistement en faveur du créancier garanti (Grevé)	\$259,100.00	<input type="checkbox"/>	\$73,140.00	\$63,256.00
Immeubles - Terrain		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
Immeubles - Immeuble		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
Immeubles - Immeuble et Terrain		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
7. Véhicules motorisés - Automobile	Dodge Caravan 2008 (NIV : 1GTEK19098Z309594) 185 000 km Valeur Black Book - Nécessaire à l'emploi	\$4,893.00	<input checked="" type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
Véhicules motorisés - Motocyclette		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
Véhicules motorisés - Motoneige		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
Véhicules motorisés - Autre		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
8. Équipement de loisirs		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
9. Remboursement d'impôt estimé		\$0.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
10. Autres actifs	100% des actions de 9147-6218 Québec inc. (gestion) (compagnie inopérante et sans actif)	\$1.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00

1er jour de juin 2017

Date

Failli

**ACTIFS**

<b>Genre d'actif</b>	<b>Description (Veuillez donner des détails)</b>	<b>Valeur estimée en dollars</b>	<b>Biens exemptés</b>	<b>Montant garanti / privilège</b>	<b>Valeur estimée nette en dollars</b>
	100 % des actions de Les Constructions Jean-Pierre Mercier inc. (compagnie inopérante et sans actif)	\$1.00	<input type="checkbox"/>	\$0.00	\$0.00
<b>TOTAL</b>		<b>\$1,248,641.00</b>		<b>\$738,740.00</b>	<b>\$131,403.00</b>

---

1er jour de juin 2017

Date

---

Failli

PASSIF							
No	Créancier	Adresse incluant le code postal	No de compte	Non-garantie	Garantie	Privilégiée	CGP
1	Agence du revenu du Canada	4695, boul. Shawinigan-Sud Shawinigan, Québec, Canada, G9P 5H9	857478416 RP0001	\$11,498.00	\$0.00	\$0.00	6
2	Agence du revenu du Canada	4695, boul. Shawinigan-Sud Shawinigan, Québec, Canada, G9P 5H9	Impôts 2011-2012-2014	\$48,985.00	\$0.00	\$0.00	6
3	Antoine Langlois Inc.	2704, route 125 Sainte-Julienne, Québec, Canada, J0K 2T0		\$0.00	\$5,050.00	\$0.00	9
4	APCHQ	a/s Boivin Ass, Avocats 7333, Place des Roseraies, bureau 400 Anjou, Québec, Canada, H1M 2X6		\$2,547.00	\$0.00	\$0.00	9
5	Banque Royale du Canada	a/s Me Jeffrey Kuhnreich 630, Sherbrooke Ouest, bureau 610 Montréal, Québec, Canada, H3A 1E4	20 760 544	\$25,210.00	\$0.00	\$0.00	2
6	Banque Royale du Canada	C.P. 57100 Etobicoke, Ontario, Canada, M8Y 3Y2		\$0.00	\$302,000.00	\$0.00	1
7	Brossard Gagné Avocats inc.	20, Place du lac Granby, Québec, Canada, J2G 9L9		\$1,645.00	\$0.00	\$0.00	9
8	Caisse Populaire Desjardins de St-Roch-de-l'Achigan	275, rue Beaudry Nord Joliette, Québec, Canada, J6E 6A7		\$400.00	\$363,600.00	\$0.00	1
9	Caisse Populaire Desjardins de St-Roch-de-l'Achigan	275, rue Beaudry Nord Joliette, Québec, Canada, J6E 6A7		\$1.00	\$0.00	\$0.00	9
10	Caroline Perron	30, rue Deschamps St-Roch de L'Achigan, Québec, Canada, J0K 3H0		\$500.00	\$0.00	\$0.00	9
11	Fenêtres Magistral Windows Inc.	20865, chemin de la Côte-Nord, suite 300 Boisbriand, Québec, Canada, J7E 4H5		\$0.00	\$6,090.00	\$0.00	9
12	Ministère du Revenu du Québec (Mtl)	1600, René-Lévesque Ouest, 3e étage, secteur R23CPF Montréal, Québec, Canada, H3H 2V2	TPS de Les Constructions Jean-Pierre Mercier inc.	\$124,570.00	\$0.00	\$0.00	6
13	Ministère du Revenu du Québec (Mtl)	1600, René-Lévesque Ouest, 3e étage, secteur R23CPF Montréal, Québec, Canada, H3H 2V2	TVQ de Les Constructions Jean-Pierre Mercier inc.	\$50,425.00	\$0.00	\$0.00	6
14	Ministère du Revenu du Québec (QC)	1265, boul. Charest Ouest Secteur C65-6l Québec, Québec, Canada, G1N 4V5	Impôt et TVQ	\$103,070.00	\$0.00	\$0.00	6
15	Roynat	a/s Brossard Gagné Avocat 3020, boul. de Rome, bureau 3 Brossard, Québec, Canada, J4Y 1V9	21 100 115	\$15,570.00	\$0.00	\$0.00	9
16	Toronto-Dominion Bank	C/O BankruptcyHighway.com PO Box 57100 Etobicoke, Ontario, Canada, M8Y 3Y2		\$0.00	\$62,000.00	\$0.00	1
17	Visa - Desjardins	FCT Default Solutions P.O. Box 2514, Station B London, Ontario, Canada, N6A 4G9	4999 9900 0594 4142	\$42,215.00	\$0.00	\$0.00	4
18	Visa - Desjardins	FCT Default Solutions P.O. Box 2514, Station B London, Ontario, Canada, N6A 4G9	4530 9206 4863 5001	\$11,095.00	\$0.00	\$0.00	4
19	Visa - Desjardins	FCT Default Solutions P.O. Box 2514, Station B London, Ontario, Canada, N6A 4G9	4999 9900 0532 6365	\$63,075.00	\$0.00	\$0.00	4

**Sous-Total:** **\$500,806.00**    **\$738,740.00**    **\$0.00**

**Total:** **\$1,239,546.00**

Toronto-Dominion Bank - 50 % du chalet sis au 1182, chemin du Domaine à Notre-Dame-de-la-Merci Demie indivise - Évaluation municipale dépréciée - Montant compensatoire - Désistement en faveur du créancier garanti

Caisse Populaire Desjardins de St-Roch-de-l'Achigan - 100 % de la résidence sise au 30, rue Des Champs à St-Roch De l'Achigan

Selon évaluation municipale - Débiteur désire conserver - Désistement en faveur du créancier garanti

Banque Royale du Canada - 45% d'un triplex sis au 1001-1005, rue Rodrigue à Terrebonne

1er jour de juin 2017

Date

Failli

Selon évaluation municipale (valeur dépréciée) - Mise en vente par les co-propriétaires  
Fenêtres Magistral Windows Inc. - 50 % du chalet sis au 1182, chemin du Domaine à Notre-Dame-de-la-Merci  
Demie indivise - Évaluation municipale dépréciée - Montant compensatoire - Désistement en faveur du créancier garanti  
Antoine Langlois Inc. - 50 % du chalet sis au 1182, chemin du Domaine à Notre-Dame-de-la-Merci  
Demie indivise - Évaluation municipale dépréciée - Montant compensatoire - Désistement en faveur du créancier garanti

---

1er jour de juin 2017

Date

---

Failli

## RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AFFAIRES DU FAILLI

A. DONNÉES PERSONNELLES						
1. Nom de famille: <b>Mercier</b>	Prénoms: <b>Jean-Pierre</b>	Sexe: <input checked="" type="checkbox"/> H <input type="checkbox"/> F	État civil: <b>Conjoint de fait</b>	Né(e) le: <b>12ième jour de décembre 1975</b>		
2. Pseudonymes:						
3. Adresse: <b>30, rue des Champs, St-Roch de L'Achigan, Québec, J0K 3H0, Canada</b>						
5. Nom complet de l'époux ou du conjoint de fait :						
6. Nom de l'employeur actuel (failli): <b>Ville de Boisbriand</b>	Profession (failli): <b>Contremaître aux bâtiments et de la conception</b>					
7A. Nombre de personnes dans l'unité familiale incluant le Failli:				<b>5</b>		
7B. Nombre de personnes âgées de 17 ans et moins:				<b>3</b>		
8. Avez-vous exploité une entreprise durant les cinq dernières années?				<b>Non</b>		
B. AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDANT LA DATE D'INSOLVABILITÉ, AVEZ-VOUS, AU CANADA OU AILLEURS :						
9A. Vendu ou disposé quelques-uns de vos biens?				<b>Oui</b>		
9B. Fait des paiements en plus des remises ordinaires à vos créanciers ?				<b>Non</b>		
9C. Subi des saisies de quelques biens par vos créanciers?				<b>Non</b>		
C. AU COURS DES CINQ ANNÉES PRÉCÉDANT LA DATE D'INSOLVABILITÉ, AVEZ-VOUS, AU CANADA OU AILLEURS :						
10A. Vendu ou disposé quelques biens?				<b>Non</b>		
10B. Fait quelques dons de plus de 500 \$ à des parents ou d'autres personnes?				<b>Non</b>		
D. RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES : Annexez le formulaire 65 au présent formulaire.						
11A. Avez-vous déjà fait une proposition sous la Loi sur la faillite et l'insolvabilité?				<b>Oui</b>		
	BSF	Date de dépôt	Emplacement	Administrateur	Réussi	Complètement exécutée
<b>D</b>	<b>41-1998385</b>	<b>25/06/2015</b>	<b>Laval</b>	<b>Raymond Chabot Inc.</b>	<input type="checkbox"/>	
11B. Avez-vous déjà été en faillite au Canada?				<b>Non</b>		
12. Vous attendez-vous à recevoir des sommes d'argent en dehors du cours normal des affaires ou autres biens au cours des 12 prochains mois?				<b>Non</b>		
13. Si les réponses 8, 9 et 11 sont affirmatives, veuillez donner des détails :						
Question 9A.						
<b>En mai 2016, le débiteur a vendu un triplex sis au 8-10, rue Clément à St-Roch De l'Achigan. L'argent a été remis au syndic dans le cadre de la proposition faite antérieurement.</b>						
<b>En juin 2016, le débiteur a vendu sa part (45 %) d'un triplex situé au 1041-1045, Rodrigue à La Plaine. L'argent a été remis au syndic dans le cadre de la proposition faite antérieurement.</b>						
14. Donnez les raisons de vos difficultés financières:						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Incapacité à respecter sa proposition</li> <li>- Échec d'un commerce</li> <li>- Responsabilité d'administrateur</li> </ul>						

1er jour de juin 2017

Date

Failli

Je, Jean-Pierre Mercier, de la ville de St-Roch de L'Achigan dans la Province de Québec, assermenté (ou ayant déclaré solennellement) déclare que le bilan est, au meilleur de ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de mes affaires en ce 1er jour de juin 2017 et indique au complet tous mes biens et transactions de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et dévolus, tel que définis par la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

ASSERMENTÉ (ou DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)  
devant moi en la ville de Laval,  
dans la province de Québec,  
ce 1er jour de juin 2017

---

Nathalie Zarzour  
Commissaire à l'assermentation  
pour la province de Québec

---

1er jour de juin 2017

Date

---

Failli

---

Si la réception est par voie électronique, l'original signé du formulaire est conservé par le syndic / l'administrateur du dossier



Dossier n° :

### Preuve de réclamation

(articles 50.1, 81.5 et 81.6, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2) et 128(1) et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition, ou de l'avis d'intention, ou le séquestre) de :

*Jean-Pierre Mercier (41-2259637)*

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante

Créancier : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

#### Je certifie ce qui suit:

1. Je suis le créancier du débiteur susnommé (ou je suis \_\_\_\_\_ (préciser le poste ou la fonction), de \_\_\_\_\_ (nom du créancier ou du représentant du créancier).
2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.
3. Le débiteur était, à la date de la faillite (ou à la date de la mise sous séquestre ou, s'il s'agit d'une proposition, à la date du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition), soit le 6<sup>ième</sup> jour de juin 2017, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de \_\_\_\_\_ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. (L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)
4. Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises

**Réclamation non garantie au montant de \_\_\_\_\_ \$** (autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi)

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et :

Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.

Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.  
(Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire)

**Réclamation du locateur suite à la résiliation d'un bail, au montant de \_\_\_\_\_ \$**

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après: (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant)

**Réclamation garantie au montant de \_\_\_\_\_ \$**

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à \_\_\_\_\_ \$ et dont les détails sont mentionnés ci-après:

(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que

vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie.)

- Réclamation d'un agriculteur, d'un pêcheur ou d'un aquiculteur au montant de \_\_\_\_\_ \$**  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de \_\_\_\_\_ \$  
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)
- Réclamation d'un salarié au montant de \_\_\_\_\_ \$**  
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.
- Réclamation d'un employé relative au régime de pension au montant de \_\_\_\_\_ \$**  
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.
- Réclamation contre les administrateurs au montant de \_\_\_\_\_ \$** (À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs.)  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après:  
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant)
- Réclamation d'un client d'un courtier en valeurs mobilières failli au montant de \_\_\_\_\_ \$**  
J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après:  
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)
5. Au meilleur de ma connaissance,  **je suis lié** (ou le créancier susnommé est lié) ou  **je ne suis pas lié** (ou le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la Loi, et j'ai (ou le créancier susnommé a) (ou je n'ai pas ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec le débiteur.
6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi : (Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)
7. (Applicable seulement dans le cas de la faillite d'un particulier.)  
 Lorsque le syndic doit réexaminer la situation financière du failli pour déterminer si celui-ci est tenu de verser les paiements prévus à l'article 68 de la LFI, je demande que l'on m'avise, conformément au paragraphe 68(4) de la Loi, du nouveau montant que le failli est tenu de verser à l'actif de la faillite ou du fait que le failli n'a plus de revenu excédentaire.  
 Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

Daté à \_\_\_\_\_ (ville) cette \_\_\_\_\_ (journée) de \_\_\_\_\_ (mois), \_\_\_\_\_ (année)

\_\_\_\_\_  
Signature de Créancier ou un Officier Autorisé

\_\_\_\_\_  
Témoin

Note: Si un affidavit est joint au présent formulaire, s'il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

Avertissements: Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie. Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

# FORMULAIRE DE PROCURATION

(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) de la Loi

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition, ou de l'avis d'intention, ou le séquestre) de Jean-Pierre Mercier (débiteur)

Je, \_\_\_\_\_ (nom de créancier ou un officier autorisé), de \_\_\_\_\_ (ville), créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme \_\_\_\_\_ (nom de la personne nommée), de \_\_\_\_\_, mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

Date le \_\_\_\_\_ (jour) de \_\_\_\_\_ (mois), \_\_\_\_\_ (année), dans la ville de \_\_\_\_\_ (ville), dans la province de \_\_\_\_\_ (province).

\_\_\_\_\_  
Témoïn

\_\_\_\_\_  
Créancier (personne physique)

\_\_\_\_\_  
Créancier (personne morale)

\_\_\_\_\_  
Témoïn

Par

\_\_\_\_\_  
Nom et titre du signataire autorisé

## Procuration

La Loi sur la faillite et l'insolvabilité autorise qu'une preuve de réclamation soit préparée par l'agent dument autorisé d'un créancier, sans pour autant que ce dernier ait droit de vote à la première assemblée des créanciers ni qu'il ait le droit d'agir à titre de fondé de pouvoir des créanciers.

### Générale

- Un créancier peut voter en personne ou par procuration;
- Un débiteur ne peut voter par procuration à aucune assemblée de ses créanciers;
- Le syndic peut être nommé fondé de pouvoir de tout créancier;
- À l'assemblée des créanciers, une société peut voter par l'intermédiaire d'un agent dument autorisé;
- Pour qu'une personne dument autorisée ait le droit de voter, elle doit elle-même être créancière ou détenir une procuration en règle. Le nom du créancier doit paraître sur la procuration.

## Avis de contrôle pour les Preuves de Réclamations

Cette liste de vérification est fournie pour vous aider à préparer la Preuve de Réclamation (formulaire 31) ci-jointe et, au besoin, la procuration (formulaire 36). Veuillez vérifier chacun des points mentionnés. Chaque créancier doit prouver sa réclamation, faute de quoi il n'a pas droit de partage dans la distribution qui peut être opérée.

### Générale

- La signature d'un Témoïn est exigée.
- La réclamation doit être signée personnellement par l'individu qui complète la déclaration.
- Inscrivez l'adresse complète pour expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation.
- Le montant sur le relevé de compte doit correspondre au montant indiqué sur la preuve de réclamation.

### Paragraphe (1) de la Preuve de Réclamation

- Le créancier doit fournir la raison sociale complète de la société ou de l'entreprise.
- Si l'individu qui complète la preuve de réclamation n'est pas le créancier lui-même, il doit inscrire sa position ou son titre.

### Paragraphe (3) de la Preuve de Réclamation

- Un relevé détaillé du compte doit être joint à la Preuve de Réclamation en incluant la date, le numéro et le montant de toutes les factures et tous les frais, incluant également la date, le numéro et le montant de tous les paiements ou crédits. Un relevé de compte n'est pas complet s'il commence avec un solde d'ouverture.

### Paragraphe (4) de la Preuve de Réclamation

- Le créancier non garanti prioritaire doit spécifier la nature particulière de sa créance qui lui donne droit à une priorité ainsi que le calcul détaillé de celle-ci.
- Le créancier garanti doit indiquer sur une feuille annexée le détail de chaque garantie, sa valeur estimative et la date ou elle a été accordée ou autres détails à l'appui de sa réclamation, et joindre les documents relatifs à la garantie.
- Concernant une réclamation suite à une réalisation de bail ou contre un courtier en valeur mobilière, le créancier doit fournir tous les détails de sa créance, y compris les calculs s'y rapportant.

### Paragraphe (5) de la Preuve de Réclamation

- En vertu de la définition de l'article 4 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, tous les demandeurs doivent indiquer s'ils sont liés ou non liés avec le débiteur, en cochant la phrase appropriée.

### Paragraphe (6) de la Preuve de Réclamation

- Tous demandeurs doivent inclure une liste des paiements ou crédits reçus ou attribués comme suit:
- Au cours des trois mois précédant la faillite ou la proposition, si le créancier et le débiteur ne sont pas des « personnes liées »;
- Au cours des douze mois précédant la faillite ou la proposition, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées ».

FORMULAIRE 1.1

Identification générale de l'expéditeur pour copies de tous formulaires prescrits  
envoyés au(x) créancier(s) par voie électronique

Daté le 12<sup>ième</sup> jour de juin 2017,  
à Laval, Québec.

Personne responsable (expéditeur) :	Roch Gauthier -
(Syndic / administrateur/ séquestre intérimaire / séquestre : veuillez préciser)	<hr/> Syndic autorisé en insolvabilité
Dénomination sociale (le cas échéant) :	<hr/> Raymond Chabot Inc.
Adresse :	<hr/> 2500, boul. Daniel-Johnson, bureau 415, Laval, Québec, H7T 2P6
Téléphone :	<hr/> (514)673-5196
Télécopieur :	<hr/> (450)910-1229
Courriel :	<hr/> reclamationOuest@rcgt.com

AVIS

Veillez prendre note que la personne susmentionnée est tenue de conserver la copie originale signée du  
présent document dans les dossiers officiels de la présente procédure.